



Déclaration des organisations CGT de la Fonction publique

AGENT NON-TITULAIRES : UN ENJEU MAJEUR

Dans le cadre de l'agenda social et suite aux insistances de la CGT, le ministère de la Fonction publique a organisé ce jour des discussions sur « *l'amélioration de la gestion des emplois précaires dans la Fonction publique* » avec l'ensemble des organisations syndicales.

La CGT a réaffirmée ses orientations fondamentales sur ce dossier portant sur :

- l'ouverture des réelles négociations et non de seules discussions.
- l'urgence d'un plan de titularisation qui nécessite, pour résorber l'emploi précaire, l'arrêt immédiat du recours abusif à l'emploi contractuel.
- la modernisation et l'évolution des missions du service public impliquent la création de nouveaux corps statutaires, comme, par exemple, les socio-physiciens.
- l'accès à des formations professionnelles et qualifiantes pour tous dans la perspective d'intégration dans les emplois adéquats.
- de nouvelles conditions de reclassement assurant mieux la transférabilité et la portabilité des parcours professionnels.

Le ministère pour sa part refuse d'envisager tout plan de titularisation.

Dans les réunions à venir, le ministère va « tenter » de fournir des chiffres précis, sur le nombre, la qualité des agents non-titulaires.

Pour la CGT Fonction publique, il ne serait être question de faire l'impasse d'un plan de titularisation massive, seule décision politique qui mette fin à des contrats qui perdurent depuis parfois plus de 20 ans.

Face au renouvellement sans fin du nombre toujours aussi massif d'emplois précaires, la CGT exige que des mesures durables mettent fin à cette situation inacceptable.

Notre organisation reste fortement attachée aux principes des emplois de fonctionnaires, garant de son efficacité et de la qualité de ses missions. Les suppressions d'emplois annoncées doivent être stoppées et des créations mises en œuvre partout où c'est nécessaire.

La CGT Fonction publique appelle l'ensemble des agents titulaires et non-titulaires, à se mobiliser massivement les 26 mai et 13 juin pour gagner leurs revendications.

Montreuil, le 5 mai 2009